Document généré le 19 avr. 2024 21:01

Liberté

Le coup d'état bolchévique de 1917

Pierre Villon

Volume 9, numéro 5 (53), septembre–octobre 1967

URI : https://id.erudit.org/iderudit/29594ac

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

Collectif Liberté

ISSN

0024-2020 (imprimé)
1923-0915 (numérique)

Découvrir la revue

Citer cet article

Villon, P. (1967). Le coup d'état bolchévique de 1917. *Liberté*, *9*(5), 2–12.

Tous droits réservés © Publications Gaëtan Lévesque, 1967

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

https://www.erudit.org/fr/

le coup d'état bolchévique de 1917

Il y a cinquante ans, par le coup d'Etat de novembre 1917, les bolcheviks s'emparaient d'un pouvoir qu'ils ne devaient plus abandonner. Ainsi naissait une organisation sociale et politique d'un type nouveau dans l'histoire du monde.

On sait la fascination qu'exerce sur les esprits ce coup d'Etat parfaitement réussi, et l'utilisation constante qu'en font gouvernements, philosophes, historiens, révolutionnaires et contre-révolutionnaires.

Forcément, il en résulte que les faits, quoique connus, se trouvent considérablement obscurcis par les interprétations; ne semble-t-il pas souhaitable, quel que soit l'usage qu'on veuille en faire, de rétablir la primauté de ces faits?

• • •

> "L'esprit de théorie, une fois qu'il a conquis sa liberté interne tend, en vertu d'un loi psychologique, à devenir énergie pratique; il sort du royaume des ombres et agit comme volonté sur la réalité matérielle externe."
>
> Karl Marx

> "L'occasion que nous présente la fortune s'envole; lorsqu'elle a fui, nous cherchons en vain à la ressaisir. Vous voyez les préparatifs de vos adversaires; prévenons leurs desseins: les premiers, d'eux ou de nous, qui reprendront les armes, sont assurés d'une victoire d'où naîtra la ruine de leurs ennemis, et leur propre grandeur."
>
> Machiavel

Quand une émeute éclata à Pétrograd en mars 1917 le ministre de l'Intérieur conserva un admirable sang-froid. "Si la

révolution doit se produire en Russie, ce ne sera pas avant cinquante ans", dit-il à son sous-secrétaire d'Etat. Sur quoi il fit distribuer des mitrailleuses à la police. Trois jours plus tard le ministre et le ministère démissionnaient en bloc. Le 15 mars[1] le tsar Nicolas II signait son abdication. Ainsi le régime tomba comme il avait vécu: sourd et aveugle.

La grande bourgeoisie et la noblesse libérale, ayant canalisé à leur profit l'action populaire, se trouvaient au pouvoir. Une intense jubilation régnait à Pétrograd comme à Moscou; on chantait "La Marseillaise" dans les rues, les femmes arboraient des rubans rouges. On jubilait même chez les privilégiés, car enfin les choses s'étaient bien passées: peu de sang versé; le grand-duc Michel, désigné pour succéder au tsar, se retirant sans histoires; la masse populaire, spontanément organisée en soviets[2] se maintenant dans une discipline volontaire.

On était optimiste. Le Haut-Commandement militaire croyait que la guerre prendrait une tournure plus favorable et plus glorieuse. Les capitalistes russes se rapprochaient davantage encore des intérêts financiers français et britanniques; ils se voyaient déjà conduisant leur pays à la prospérité économique et à la démocratie bourgeoise. Les paysans allaient se partager les terres des grands propriétaires fonciers. Les ouvriers voyaient venir la journée de huit heures, les salaires convenables, le droit de grève et d'association. Les soldats croyaient que la chute du tsarisme entraînerait la fin de la guerre...[3]

---

(1) Les dates sont celles du calendrier grégorien.

(2) Soviets (ou conseils): Organismes composés d'ouvriers, qui surgissent spontanément en Russie lors de la Révolution de 1905. Ils font encore leur apparition en 1917, mais sont alors composés d'ouvriers, de soldats, de marins et même de paysans.

(3) Lénine n'était pas satisfait; mais il se trouvait en Suisse, coupé de la Russie, et semblait bien peu dangereux. En fait, on ne pensait guère à lui. Depuis le début de la Grande Guerre tous ses efforts avaient tendu à transformer la guerre impérialiste en guerre de libération de la classe ouvrière, sans aucun succès. Lénine ne douta jamais du déclenchement prochain d'une révolution. En janvier 1917 il déclara à Zurich au cours d'une réunion: "L'Europe est grosse d'une révolution. Les horreurs monstrueuses de la guerre impérialiste et les souffrances dues à la cherté toujours croissante de la vie, engendrent partout l'esprit révolutionnaire. De plus, les classes dirigeantes — la bourgeoisie et ses commis — les gouvernements, sont acculés à une impasse; ils ne peuvent s'en sortir qu'au prix d'énormes bouleversements."

Le Gouvernement provisoire était composé d'anciens parlementaires et avait à sa tête le prince Lvov. L'avocat Kérenski, qui appartenait au parti social-révolutionnaire, représentait le Soviet de Pétrograd. Ce gouvernement exerçait un pouvoir officiel mais restreint, le pouvoir réel se trouvant en fait entre les mains du "Conseil (Soviet) des ouvriers et soldats de Pétrograd". Le Soviet, contrôlé par les partis social-révolutionnaire[4] et menchevik[5], se déclara prêt à collaborer avec Lvov; toutefois, très concient de représenter les masses populaires et voulant défendre leurs intérêts particuliers, il ne resta pas inactif. Il agit lui-même en gouvernement, parallèlement et concurremment au Gouvernement provisoire. Ainsi son "Ordre numéro Un",[6] devait se révéler d'une importance capitale pour la suite des événements.

L'opposition tsariste ne semblait pas dangereuse. L'opposition bolchevique pas davantage; les dirigeants du parti se trouvaient en Sibérie, en Suède, en Suisse. A Pétrograd, les bolcheviks étaient en minorité dans le soviet et pratiquement une politique de coopération, au grand désespoir de Lénine qui expédiait par lettres et télégraphe des instructions du genre: "Notre tactique: méfiance absolue envers le nouveau gouvernement — aucun appui — suspectons surtout Kérenski —

---

(4) Parti social-révolutionnaire (ou socialiste-révolutionnaire): issu des terroristes qui assassinent par exemple Alexandre II en 1881. Les terroristes, devenus les Populistes, ratent Alexandre III en 1887, mais le frère de Lénine, impliqué dans l'entreprise, est exécuté comme régicide. Les social-révolutionnaires pensent alors que la Russie doit parvenir au communisme sans passer par la dictature du prolétariat urbain, dont ils se méfient, en effectuant des réforme d'un caractère surtout agraire. Ils obtiendront la majorité des voix paysannes lors des élections de 1917.

(5) Mencheviks: Le parti social-démocrate russe, fondé en 1898, se divise en deux fractions au congrès de 1903. Les bolcheviks, conduits par Lénine, sont la majorité; les mencheviks sont la minorité. Au congrès de 1912 les mencheviks sont exclus du parti.

(6) Extrait de l'"Ordre numéro Un":
"...Dans les compagnies, bataillons, régiments, parcs, etc... seront élus des comités de représentants de la troupe et des sous-officiers...
Les ordres de la commission militaire de la Douma d'Etat ne doivent être exécutés que dans la mesure où ils ne contredisent pas les ordres ou prescriptions du Soviet des députés ouvriers et soldats...
Toutes les armes... doivent se trouver à la disposition et sous le contrôle des comités de compagnies et de bataillons. En aucun cas elles ne seront livrées aux officiers..."

seules vraies garanties seraient armement du prolétariat et élections municipales Pétrograd — aucun rapprochement avec les autres partis." Lénine voulait sa révolution prolétarienne mais en Russie le parti flottait. Des jeunes, comme Molotov, étaient partisans du transfert des pouvoirs du Gouvernement provisoire aux soviets; l'aile droite du parti conseillait le soutien du gouvernement et la fusion en un seul parti des bolcheviks et des mencheviks. Staline, rentré de Sibérie depuis la fin mars, demeurait plus nuancé, préconisant le soutien temporaire du gouvernement bourgeois en même temps que la transformation des soviets en "organes de gouvernement du peuple révolutionnaire."

Le 16 avril, Lénine arriva à Pétrograd. Cette nuit-là et le lendemain, il exposa ses thèses aux délégués du parti réunis en conférence. Tout le monde en eut, comme on dit, pour son grade. Staline et Kamenev furent critiqués pour leur indécision. Lénine déclara que les bolcheviks devaient bel et bien prendre le pouvoir; pour cela il fallait agir par l'intermédiaire du soviet de la ville, donc se saisir de sa direction. En guise de programme socialiste, on allait réclamer immédiatement la paix, pousser à la fraternisation avec les soldats allemands et austro-hongrois, demander la dissolution de l'armée et de la police, la nationalisation des terres et des moyens de production en vue d'une redistribution, celle des banques, etc... etc... Objectif: dictature du prolétariat. Pas question de soutenir le Gouvernement provisoire, ni de se rapprocher des mencheviks, ni de soutenir la Deuxième Internationale socialiste. Des bolcheviks éminents, comme Kamerev, Zinoviev, Rykov, trouvèrent ces thèses aberrantes. On put lire dans la "Pravda" que le point de vue de Lénine était "inacceptable dans la mesure où il part de l'hypothèse que la révolution démocratique-bourgeoise est terminée."

Ses adversaires se conformaient peut-être au schéma marxiste mais Lénine ne donnait pas dans le dogmatisme. Avec patience, pendant des semaines, il expliqua à ses compagnons que l'Europe était grosse d'une révolution et que le rôle des bolcheviks russes était de la déclencher; une fois au pouvoir, les prolétaires européens aideraient leurs camarades russes à surmonter leur handicap historique. Marx n'avait sans doute pas

prévu la situation mais ce n'était pas le momen d'ânonner des textes sacrés.

Les thèses de Lénine furent acceptées par la majorité du Comité central du parti, qui se mit au travail pratique: "éclairer les masses par une explication patiente, tenace, systématique, adaptée à leurs besoins concrets."

Pendant ce temps, le Gouvernement provisoire s'obstinait à continuer la guerre pour assurer la défaite de l'Allemagne: tant qu'il existait un Kaiser, le Tsar pouvait espérer reprendre le pouvoir. Mais l'armée russe était bien incapable de combattre; sur les quatorze millions d'hommes mobilisés par le régime tsariste, un tiers environ étaient hors de combat; le reste demeurait mal armé; le commandement subissait des remaniements constants; nombre d'officiers étaient assassinés par la troupe; il n'y avait plus de discipline et un million de déserteurs rôdaient à l'arrière; les paysans en uniforme voulaient rentrer chez eux pour réclamer leur part de terre. La lenteur avec laquelle le gouvernement s'attaquait aux problèmes sociaux, son insistance à prolonger la guerre, donnèrent une large audience populaire aux bolcheviks. Grâce au travail de Lénine et de son organisateur, Sverdlov, le parti étendit son influence dans les usines, l'armée, la marine. L'objectif réel n'était pas oublié, le parti disposait d'une "Organisation militaire". Dirigée par Nevski et Podvoiski, l'Organisation contrôlait des unités d'ouvriers en armes qui devaient plus tard devenir les Gardes rouges, un régiment d'infanterie et un autre de mitrailleurs, mais surtout la flotte de guerre de la Baltique. Toutefois, le gros de l'armée, les soviets de Pétrograd et de Moscou, restaient fidèles aux mencheviks ou aux social-révolutionnaires.

C'est l'entrée en scène de Trotski qui rétablit l'équilibre des forces. Il avait été président du Soviet de Pétrograd durant les événements de 1905 et jouissait d'un grand prestige personnel. En se rangeant aux côtés de Lénine il amenait avec lui de nombreux révolutionnaires de talent, plusieurs unités de la garnison et, pour ainsi dire, les clefs du Soviet de Pétrograd.

La pression constante exercée par les masses sur l'Etat obligeait le Gouvernement provisoire à tourner à gauche. Petit à petit, les ministres socialistes remplaçaient les autres; Kérenski,

soutenu par le soviet, devint ministre de la Guerre et homme fort du régime. Mais la politique du gouvernement, elle, ne changeait pas. Kérenski préparait une offensive militaire dont le succès devait consolider le régime bourgeois et éliminer la menace du coup d'Etat bolchevique qui se préparait au grand jour. De plus, il se voyait assez en Cromwell, ou triomphant lors d'un nouveau 18 Brumaire; encore lui manquait-il pour réussir le prestige du soldat vainqueur.

De manière ou d'autre les bolcheviks savaient qu'ils devaient agir avant la date de l'offensive. Au début de juin l'"Organisation militaire" se déclara prête à tenter le coup de force et présenta un plan au Comité central du parti. Le 23 juin devait se tenir à Pétrograd un congrès panrusse de tous les soviets; on profiterait de la circonstance pour organiser une grande manifestation populaire "spontanée"; les manifestants réclameraient "tout le pouvoir aux soviets" et la démission des dix ministres "capitaliste" qui restaient encore au gouvernement. L'émeute permettrait aux bolcheviks de s'installer aux postes de commande du congrès et d'entrer en force dans le gouvernement. Lénine accepta le plan à condition de pouvoir l'adapter aux circonstance; la majorité du Comité central le suivi malgré l'avis de Kamenev et de Zinoviev.

Quand les soviets se réunirent le 23 juin, les bolcheviks avaient cent trente délégués sur plus de mille. Le plan étant connu dans ses grandes lignes, la majorité des délégués décida d'interdire toute manifestation de masse pendant trois jours; prudemment, Lénine remit le coup de force à plus tard.

L'offensive Kérenski tournait court. L'armée russe obtenait quelques succès sur le front de Roumanie, mais les troupes refusaient souvent de monter en première ligne et le nombre des déserteurs augmentait. Les anarchistes, nombreux dans la marine de guerre, commençaient à obtenir une audience populaire à Pétrograd; ils demandaient une action immédiate, débordant les bolcheviks sur leur gauche.

Le 16 juillet, marins, soldats, ouvriers se soulevaient contre le gouvernement; les bolcheviks ne pouvaient se permettre de rester spectateurs, ils prirent donc la direction de l'insurrection. Dans la nuit du 16 au 17 juillet la foule arriva devant le siège

du soviet et réclama la démission des ministres bourgeois; le président du soviet fit alors remarquer que les ministres en question étaient démissionnaires depuis la veille. Mieux encore: Kérenski, déjà Vice-Président du soviet, était devenu Président du gouvernement. Pouvait-on exiger davantage? L'argument porta, la foule se dispersa. L'affaire tournait mal. Cependant, le lendemain, les bolcheviks tentaient un autre coup de force dirigé à la fois contre le soviet et contre le gouvernement. Les troupes ouvrirent le feu sur les insurgés et les mirent en déroute. Trotski fut jeté en prison, Lénine put s'enfuir en Finlande.

L'un et l'autre, comme d'ailleurs tous les dirigeants du parti, s'attendaient au pire: sinon à la guillotine du moins au peloton d'exécution. Il n'en fut rien. Kérenski, les mencheviks, les social-révolutionnaires étaient prisonniers de leur idéalisme. Il leur répugnait de faire couler le sang. Et puis la Terreur, une fois déclenchée, risquait d'affaiblir mortellement la Révolution. Le Gouvernement provisoire se contenta par conséquent de mettre les bolcheviks hors d'état de nuire.

C'est le moment que choisit la réaction pour s'attaquer à Kérenski. Capitalistes, militaires, partisans de l'ancien régime étaient bien décidés à ne pas laisser mencheviks et social-révolutionnaires au pouvoir. Ils les voyaient maintenant privés de soutien populaire, à la merci d'un putsch militaire, ils admiraient aussi beaucoup le général Kornilov.

Le général, un Cosaque, venait d'une famille pauvre. Un républicain sincère, un homme à poigne. Tout le monde ou presque avait confiance en lui: Kérenski pensait s'en servir contre les bolcheviks et les tsaristes, les bourgeois contre Kérenski, les aristocrates contre les bourgeois. Un vrai Bonaparte! Kornilov avait pour Kérenski, comme d'ailleurs pour tous les civils, un écrasant mépris. Il tenta donc son coup de force avec un manque d'audace que Kérenski sut parfaitement exploiter. Il destitua Kornilov, relâcha les bolcheviks emprisonnés, permit la reconstitution des Gardes rouges, mit la garnison de Pétrograd sur pied d'alerte. Le putsch militaire se dégonfla de lui-même et Kornilov fut arrêté.

A première vue, on semble revenu aux positions de juin. En fait, la situation a profondément évolué, Lénine,

en bon stratège qu'il est, reconnait l'existence de circonstances spécifiques favorables à une révolution prolétarienne:

a) La possibilité de lier la révolution bolchévique à la fin de la guerre impérialiste.

b) La guerre entre les blocs impérialistes.

c) L'étendue du territoire russe et le mauvais état des voies de communication.

d) L'existence d'un mouvement révolutionnaire démocratico-bourgeois parmi les paysans.

Lénine voit aussi que le gouvernement, en faisant appel aux bolcheviks contre Kornilov, a démontré publiquement sa faiblesse, et qu'il ne peut plus compter sur l'armée depuis l'effondrement de l'offensive militaire. Par contre, la direction du parti bolchevik, son "Organisation militaire", ses Gardes rouges (on les appelle maintenant "Unités de défense de la légalité républicaine") sont intacts. Dans ces conditions, ne pas agir serait une grossière erreur.

De Finlande, Lénine expédie directive sur directive, exhortations, plans d'insurrections.[7] Le 28 septembre Kérenski ordonne la dissolution des "Unités de défense" bolchéviques. D'autre part, des élections auront lieu en novembre, et ces élections pour une Assemblée constituante seront certainement fatales aux bolcheviks. Renforcé, débarassé du péril de droite, le Gouvernement provisoire pensera certainement à la liquidation du péril de gauche. Il faut agir rapidement. Le 23 octobre, le Comité central du parti tient une réunion secrète à laquelle assiste Lénine, sans barbe et dûment perruqué. Il prétend que les impérialistes vont faire la paix afin de marcher ensemble contre la Russie révolutionnaire, que la réaction prépare d'autres coups de force militaires, que Kérenski est prêt à livrer la capitale aux troupes allemandes, que la révolution mondiale piétine, etc... etc..

---

(7) Les connaissances militaires de Lénine n'impressionnaient pas ses camarades, qui le trouvaient plutôt naïf dans ce domaine. Bien à tort. Lénine avait assimilé les leçons des révolutions françaises, de Machiavel et de Clausewitz, bien entendu de Marx. En fait de stratégie et même de tactique révolutionnaires il en connaissait beaucoup plus que les hommes du Gouvernement provisoire et que les officiers de l'armée régulière. C'est pour cela que Trotski, dont les connaissances étaient également supérieures dans ce domaine, supporta constamment Lénine à ce moment-là.

Trotski, comme Lénine, se prononce pour le coup d'Etat; Kamenev et Zinoviev s'opposent à ce qu'ils considèrent être une aventure[8], déclarant notamment: "Sans le concours des masses et sans l'appui de la grève générale, l'insurrection ne sera qu'un coup de force destiné à l'échec. Un parti marxiste ne peut ramener la question de l'insurrection à celle d'un complot militaire." L'accusation est grave mais Lénine trouve, comme d'habitude, le moyen de concilier les extrèmes sans renoncer à l'action.

L'"Organisation militaire" du parti va forger le fer de lance du coup d'Etat; elle est dirigée par Trotski, Antonov-Ovsienko (joueur d'échecs comme Lénine, mathématicien, ancien officier de l'armée tsariste), Dybenko (chef des marins), et quelques autres tacticiens de premier ordre. Leur plan est de s'emparer des services techniques du gouvernement, des points stratégiques de Pétrograd. Un coup d'Etat réussi, selon Trotski, c'est "un coup de poing à un paralytique." Une troupe d'assaut de mille hommes suffira à l'exécution du plan car, dit Trotski, "Ce qu'il nous faut, ce n'est pas la masse des ouvriers, des déserteurs et des fuyards, c'est une troupe de choc... Les masses ne nous servent à rien; une petite troupe suffit." Les événements de juillet l'ont rendu méfiant vis-à-vis des masses compactes, malhabiles et lentes.

Un tel point de vue n'est pas sans indisposer la majorité des bolcheviks. Mille hommes peuvent bien s'emparer du pouvoir mais ils ne sauraient le garder longtemps. Aussi le Comité central du parti organise un "Centre de direction de l'insurrection[9] chargé de préparer la levée en masse. Au "Centre" siègent en particulier Staline et Djerzinski. Une fois les points

---

(8) La lecture de Marx n'est pas alors d'un grand secours aux bolcheviks. En règle générale Marx a rejeté l'aventurisme; mais après les déboires des révolutionnaires français de 1848 il a été influencé par Blanqui, acceptant l'idée d'un coup d'Etat accompli par un petit groupe de révolutionnaires au nom de la classe ouvrière. Ce groupe garderait le pouvoir en attendant que le peuple, mené par un parti, puisse se guider seul. C'est pratiquement la théorie de la révolution permanente.

(9) On sait que les ouvrages publiés aujourd'hui en Union soviétique négligent jusqu'à les rendre invisibles le rôle et le point de vue de Trotski. D'autre part, les trotskistes n'insistent jamais trop sur le rôle de Trotski. Mais en octobre 1917 tous les bolcheviks étaient d'accord sur la nécessité d'avoir deux organisations séparées, l'une complétant naturellement l'autre. Les querelles idéologiques sur ce point n'apparurent par écrit que dix ans plus tard.

stratégiques occupés par les petits groupes de l'"Organisation militaire", les masses seront lancées contre le gouvernement lui-même, ses ministères, le Palais d'Hiver.

Reste à fixer la date. Ce sera entre le 4 et le 7 novembre, parce que le 7 novembre doit se réunir le Deuxième congrès panrusse des soviets. A partir du 23 octobre les choses se passent alors très vites. Le 29, le Soviet de Pétrograd crée un "Comité militaire révolutionnaire" afin de résister à un assaut possible de l'armée allemande; immédiatement, grâce à Trotski, les bolcheviks noyautent cet organisme. Le 31 octobre une conférence des soldats de la garnison se montre favorable à une action des bolchevik. Pendant les dix jours qui précèdent l'insurrection, les hommes d'Antonov-Ovsienko procèdent à des manoeuvres en pleine ville, ils infiltrent le système de défense du gouvernement; des petit groupes de soldats, d'ouvriers, de marins, reconnaissent les objectifs. Le gouvernement prend quelques mesures, tente de ramener du front des régiments fidèles au pouvoir. En attendant leur arrivée, les ministères et le siège du gouvernement sont protégés par un détachement de cosaques, des élèves-officiers et un bataillon de femmes-soldats.

Le 4 novembre, le Comité militaire révolutionnaire lance un appel proclamant que désormais la garnison ne doit obéir qu'aux ordres du dit Comité.

Dans la nuit du 5 au 6, le gouvernement ouvre une information judiciaire contre le Comité, les journaux bolcheviques sont interdits.

Le 7, le Congrès des Soviets commence dans le désordre. Le coup d'Etat également... Les troupes de choc bolcheviques s'emparent sans mal de leurs objectifs; elles occupent les gares, la banque, les ponts, les centrales électriques, les usines de gaz. Mais l'insurrection populaire tarde. Les marins de Cronstadt et d'Helsingfors, convoqués la veille, n'arrivent pas. Les soldats de la garnison ne bougent guère. La grève générale n'est pas générale. Le Gouvernement provisoire, retranché dans le Palais d'Hiver, attend vainement des renforts, cependant on ne l'attaque pas; les défenseurs du palais entrent et sortent comme ils veulent sous les quolibets des assiégeants. Lénine, toujours déguisé, enrage. Kérenski quitte la ville pour aller lui-même

chercher ses troupes. Enfin, à huit heures du soir, les marins arrivent et les insurgés attaquent le Palais d'hiver. Non sans prudence. A onze heures du soir, le croiseur Aurore, mouillé sur la Néva, tire un coup de canon sur le Palais. A blanc. Trois heures plus tard, après négociations, le Palais se rend et le Gouvernement provisoire cesse d'exister.

Le Soviet de Pétrograd publie un appel que Lénine avait rédigé d'avance. "Le Gouvernement provisoire est déposé. Le pouvoir d'Etat est passé à l'organe des Soviets des députés ouvriers et soldat de Pétrograd: le Comité militaire révolutionnaire. Il est à la tête du prolétariat et de la garnison de Pétrograd. Proposition immédiate d'une paix démocratique, abolition de la propriété foncière seigneuriale, contrôle ouvrier de la production, création d'un gouvernement soviétique, pour lesquels a combattu le peuple, son assurés. Vive la révolution[10] ouvrière, militaire et paysanne."

PIERRE VILLON

(10) Les 25, 26 et 27 novembre eurent lieu les élections sur lesquelles, avant leur défaite, les vaincus avaient misé leurs espoirs. Les bolcheviks obtinrent, en tout et pour tout, 25% des suffrages et 175 sièges sur 1000. La preuve que leur révolution ne faisait que commencer.